



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article1116>

Groupe de travail Bartolone-Winock sur les institutions : l'hommage du vice à la vertu



que la démocratie ? - Débats - Les institutions - La Constitution -
Date de mise en ligne : vendredi 9 octobre 2015

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Depuis des années, l'Association pour une Constituante affirme avec constance que la France traverse une crise de régime majeure. Depuis des années, les dirigeants proclament qu'il n'en est rien. Et soudain, Claude Bartolone découvre qu'il existe effectivement un problème et tente de contrôler son potentiel de destruction du régime. Dans un scénario qui rappelle plus Louis XVIII que la souveraineté populaire, le Président de l'Assemblée nationale propose d'octroyer une charte aux français. Il considère ainsi qu'il a la légitimité nécessaire à la reconstruction de la démocratie.

Face à une situation politique de plus en plus incohérente, la réaffirmation de la souveraineté populaire par l'élection d'une Assemblée Constituante est d'intérêt public. Interrogé devant la presse parlementaire sur cette possibilité qui a rythmé en France l'Histoire de la République, Claude Bartolone tente une pirouette en déclarant simplement qu'« il ne croit pas au grand soir ». Qu'est-ce alors que son groupe « petit soir » auto désigné ? Il rejette l'idée même d'une refonte totale au profit de réformes qui sont dans l'air depuis longtemps : maintien du présidentielisme avec des corrections (durée du mandat, recentrage des fonctions sur l'arbitrage, etc.), la personnalisation du pouvoir demeurant et se trouvant même renforcée par la possibilité pour le Président de la République de s'adresser directement aux chambres.

Certes, comme il n'envisage pas de laisser au peuple sa souveraineté naturelle, il propose une « Participation citoyenne via la rédaction d'amendements à la loi », négligeant de ce fait la question fondamentale de la responsabilité politique. Il parle aussi du referendum d'initiative citoyenne, sans en préciser la signification ni les modalités.

En fait, au-delà de leur aspect tactique, il peut d'autant plus évoquer toutes ces propositions qu'elles font l'impasse sur le vrai pouvoir, celui de l'Union européenne et des opérateurs financiers qui l'accompagnent. Elles font également fi de cette idéologie du consensus sur les questions fondamentales. Si le débat démocratique se réduit à l'accessoire, pourquoi tant de remous ?

Le drame actuel est autant celui d'un système que celui de la classe dirigeante tant française qu'européenne qui l'incarne. Hommage du vice à la vertu, vouloir en garder la maîtrise ne peut mener qu'à la radicalisation.